

## CYBERCRIMINALITÉ

L'Algérie incapable  
d'y faire face ?

*En attendant la promulgation de la loi sur la cybercriminalité promise par le garde des Sceaux, c'est le flou total. Les propos tenus par un commissaire de police qui affirme que rien n'oblige les providers à sauvegarder les données susceptibles de faire avancer des enquêtes, confirment l'absence de stratégie en la matière.*

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Des fournisseurs d'accès internet affirment pourtant qu'ils sont en mesure de contribuer à la lutte contre la cybercriminalité pour peu qu'ils soient sollicités. Younès Grar, directeur de Gecos, estime qu'il appartient à l'Etat de décider d'interdire l'accès aux sites subversifs, car dit-il, les fournisseurs d'accès «ne peuvent se substituer à l'Etat». A moins que les propos du commissaire Mostefaoui n'engagent que sa personne et non l'institution qu'il représente, il apparaît clairement que la problématique de la cybercriminalité souffre de sérieux dysfonctionnements.

L'expérience démontre pourtant, qu'en matière de lutte contre le terrorisme, l'information est le nerf de la guerre. Si de l'aveu même du ministre de l'Intérieur, les attentats sui-

cides sont imparables, les informations qui circulent sur les sites subversifs, le recrutement par internet et la propagande terroriste inquiètent au plus haut point.

En prenant la parole au cours d'un débat consacré à la question, le commissaire cité plus haut avait, en effet, estimé qu'il était «extrêmement difficile d'avoir une traçabilité de l'information en l'absence d'une réglementation ferme obligeant les providers et les gérants des cybercafés à sauvegarder les données, notamment celles relatives aux sites consultés plus d'une année» ajoutant que «il est vrai que nos services collaborent avec des services étrangers dans ce sens. Nous avons à maintes reprises demandé des informations sur des messages électroniques échangés entre des groupes terroristes qui utili-

sent des sites hébergés à l'étranger. Mais nos actions se retrouvent carrément bloquées à ce niveau car, il faut savoir que les hébergeurs des sites internet à l'étranger ne sont pas responsables du contenu publié.

Autrement dit, il n'y a aucune réglementation qui oblige les hébergeurs de sites internet à vérifier le contenu avant sa mise en ligne, ni des sanctions contre les hébergeurs». Younès Grar, premier responsable de Gecos ne partage pas tout à fait cette approche. Contacté hier, ce dernier estime que les fournisseurs d'accès ont un rôle non négligeable dans la lutte contre la cybercriminalité mais qu'ils ne pouvaient se substituer à l'Etat. «Nous pouvons apporter notre contribution en aidant à identifier par exemple le kamikaze d'une attaque qui viserait un site officiel. On a les moyens de leur fournir des rapports sur nos clients, mais cela reste un apport technique. On ne peut en aucun cas se substituer à la police.» Plus explicite, M. Grar estime que la déontologie interdit à

un fournisseur d'internet de consulter les boîtes e-mails des abonnés et ne peut divulguer leurs mots de passe. Pour ce fournisseur d'accès «la réglementation oblige les gérants des cybercafés et fournisseurs d'accès à internet à sauvegarder toutes les données existantes, mais le problème est que les services de sécurité et autres ne se rapprochent de nous que rarement. Je suis un fournisseur et je peux vous affirmer que la réglementation existe, mais c'est le suivi et le contrôle qui font défaut». Mr Grar pense qu'il n'est pas impossible que l'Etat impose la pose de filtres interdisant l'accès à certains sites. «Nous, en tant que provider, on ne peut décider des sites à interdire mais on peut appliquer la décision si elle est prise par les pouvoirs publics», explique t-il, estimant que cela entrerait dans le cadre de ce qu'il s'appelle «les services à valeurs ajoutées» qui consistent notamment à offrir un maximum de sécurité aux utilisateurs d'internet.

N. I.

## SYSTÈME DE REPRISE DES VÉHICULES USAGÉS

Renault, par le biais  
d'un concessionnaire, se lancera  
dans ce créneau en 2008

*L'Eurl Maidat Auto de Tidjelabine (w. de Boumerdès) sera l'un des concessionnaires de Renault-Algérie à qui l'autorisation a été accordée par la marque pour lancer, en 2008, le système de reprise de véhicules usagés de moins de 5 ans contre l'achat d'un véhicule neuf.*

C'est le gérant du pôle autos, M. Maidat, qui a inauguré récemment son entreprise multiservice, qui nous a expliqué ce système de renouvellement de véhicules neufs pour ceux qui le désire. «Le client ramène son auto dans nos ateliers, elle sera expertisée et évaluée par un technicien qualifié.

Si notre estimation et notre offre lui conviennent, il choisira par conséquent un véhicule de son choix de notre gamme, dès lors il ajoutera la différence» nous dit le gérant de cette nouvelle entreprise. Sur les avantages quant au recours à ce moyen, le patron de Maidat Auto nous a assurés que le client, en plus de l'avantage d'avoir un véhicule neuf, aura aussi la latitude de négocier des options qui

ge ce créneau. Elle dispose en effet de toutes les commodités pour en faire un pôle d'automobile de tourisme dans diverses prestations de services.

Construite sur 10.000 mètres carrés, cet ensemble technico-commercial emploie une vingtaine de personnes dont des ingénieurs et des mécaniciens. Ces derniers ont suivi une formation complémentaire dans les centres de formation de la maison mère.

Ce pôle comprend donc un atelier pour effectuer des réparations qui touchent tous les organes des automobiles, y compris la partie tôlerie qui est dotée d'un four.

Le client a aussi la possibilité d'acquiescer des pièces de rechange d'origine Renault. Il dispose également d'un service de contrôle technique de véhicules lourds et légers agréé par les pouvoirs publics. D'ailleurs les dirigeants de la firme du constructeur

Renault étaient bien impressionnés par les infrastructures dont dispose cette nouvelle entreprise de Tidjelabine. Lors de la visite qu'ils ont effectuée à l'inauguration, ils n'ont pas manqué de le faire savoir : «Elles n'ont rien à envier à celles de leurs agents en Europe» auraient confié ces responsables au gérant.

Au show-room que tient une jeune fille cadre commercial, les véhicules de tourisme Renault et Dacia sont exposés à la vente. Comme l'ensemble des activités a débuté de façon prometteuse, le patron souhaite d'ores et déjà procéder à une extension pour mettre sur le marché local d'autres prestations et toucher d'autres marques.

«Comme il y a encore de l'espace et que nous maîtrisons notre domaine, nous comptons introduire la marque Peugeot pour diverses prestations de services», affirme M. Maidat.

L. Abachi

## CE MONDE QUI BOUGE

Bush, la dernière  
tournée

Par Hassane Zerrouky

George Bush n'a pas failli à cette tradition qui veut qu'avant la fin de leur présidence, les présidents américains entreprennent un long voyage à l'étranger, principalement au Proche-Orient, région sous haute tension. Le président américain, qui a entamé sa tournée par Israël et la Cisjordanie occupée, se rendra successivement au Koweït, à Bahreïn, aux Emirats arabes unis, en Arabie saoudite et en Egypte. Si l'étape irakienne ne figure pas dans son programme, sans doute pour des raisons de sécurité, il est probable qu'il fasse un petit crochet par Baghdad, avant de regagner les Etats-Unis.



L'objectif de ce voyage, qualifié d'historique, est double. D'une part, promouvoir les négociations de paix entre Israël et les Palestiniens, afin de parvenir à la création d'un Etat palestinien ; et, d'autre part, forger un front uni avec les pays du Golfe pour contenir les «menaces» iraniennes dans la région.

Le moins que l'on puisse dire est que la mission qu'entreprend George Bush en Palestine arrive trop tard. En fin de mandat, au plus bas des sondages, et ce, en raison du borborygme irakien, ce serait un miracle si George Bush, qui a de tout temps servi aveuglément les intérêts d'Israël, arrivait à imposer un accord entre Israéliens et Palestiniens.

En outre, Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, qui a perdu Ghaza en juin au profit du Hamas, est dans une posture bien inconfortable : il peine même à contrôler la Cisjordanie. Son vis-à-vis, Ehud Olmert, est dans le même cas de figure. Depuis la guerre du Liban de l'été 2006, sa popularité est en chute libre et la coalition gouvernementale qu'il dirige est chancelante. Les deux hommes ont donc en commun le fait de ne pas faire l'unanimité au sein de leur propre camp. Abbas a sur le dos le Hamas et Olmert a fort à faire avec ses extrémistes partisans du «grand Israël» ! Dans les pays du Golfe où il doit se rendre après son périple israélo-palestinien, George Bush arrive avec un handicap sérieux. La publication du rapport des 16 agences de renseignement américains, dont la CIA, concluant que l'Iran a abandonné son programme de fabrication d'une bombe atomique, et que ce pays ne constituait plus désormais une menace, ne va pas lui faciliter la tâche.

Il lui sera donc difficile de convaincre les pays du Golfe à s'associer à l'idée d'un front anti-iranien. Bush risque de trouver face à lui des interlocuteurs qui vont lui annoncer formellement leur opposition à toute action militaire contre l'Iran. En effet, instruits par les conséquences de la guerre en Irak, les pays du Golfe redoutent plus que jamais un conflit armé américano-iranien. D'autant que Washington dispose de bases militaires dans les Etats de la région qui en font autant de cibles à portée des Iraniens. Au Koweït, stationnent 15 000 soldats américains.

La V<sup>e</sup> flotte de l'US Navy est quant à elle basée à Bahreïn. Le quartier général du Commandement central américain (Centcom) se trouve au Qatar. Et ce, sans compter tous ces navires de guerre US qui croisent dans le Golfe persique sous prétexte d'assurer la sécurité du transport des hydrocarbures. De plus, le rapprochement entre l'Arabie saoudite et l'Iran constitue une nouvelle donne.

Ces deux pays, qui se disputaient le leadership islamiste, ont décidé de mettre en sourdine leur rivalité et de coopérer sur des dossiers brûlants, comme le Liban, et éviter un conflit intercommunautaire lourd de conséquences. Les Emirats arabes unis sont devenus leur principal partenaire commercial. Plus généralement, entre l'Iran et les pays du Golfe, les échanges commerciaux se sont intensifiés, permettant à Téhéran de mettre en échec la stratégie d'isolement prônée à son égard par Washington. Qui plus est, la «croisade» de Bush contre l'Iran ne fait pas l'unanimité parmi une opinion américaine qui craint que la Maison Blanche n'entraîne le pays dans une nouvelle aventure aux conséquences autrement plus dangereuses pour les intérêts US dans la région que l'aventure irakienne.

H. Z.